

RENDU EXECUTOIRE LE

28 SEP. 2022



DEPARTEMENT DE LA VIENNE

ARRETE N° 2022-A-DGAFMN- 069

en date du **27 SEP. 2022**

portant désignation d'une personne responsable
de l'accès aux documents administratifs
et des questions relatives à la réutilisation des informations publiques

Envoyé en préfecture le 27/09/2022

Reçu en préfecture le 27/09/2022

Affiché le

SLO

ID : 086-228600011-20220927-22_A_DGAFMN_069-AR

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles L 330-1 et R 330-3,

VU la délibération du Conseil Départemental du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection du Président du Conseil Départemental,

Sur proposition du Directeur Général des Services Départementaux,

ARRETE :

ARTICLE 1 :

, Conseillère juridique au sein de la Direction Générale Adjointe des Finances, des Moyens et du Numérique, est désignée Personne Responsable de l'Accès aux Documents Administratifs (PRADA) et des questions relatives à la réutilisation des informations publiques.

Les coordonnées de la PRADA sont les suivantes :

- adresse de messagerie : conseiljuridique@departement86.fr,
- téléphone : 05 49 55 67 65.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté abroge l'arrêté N° 2008-DGAF-080 en date du 4 décembre 2008 portant désignation d'une personne responsable de l'accès aux documents administratifs et des questions relatives à la réutilisation des informations publiques.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} octobre 2022.

ARTICLE 4 :

Le Président du Conseil Départemental et le Directeur Général des Services Départementaux sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département lavienne86.fr, transmis au Représentant de l'Etat dans le Département et notifié à l'intéressée.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai de deux mois à compter de sa date exécutoire. Un recours contentieux peut également être porté contre le présent arrêté devant le Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale ou par voie dématérialisée via l'application «Telerecours citoyens» sur le site www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois suivant sa date exécutoire, le recours gracieux auprès du Président suspendant ce délai.

Fait à Poitiers, le **27 SEP. 2022**

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON